

**Point de presse de la porte-parole -  
Déplacement de M. Jean-Yves Le  
Drian à Rome/Conférence "Rome  
II" et réunion ministérielle de  
l'UNRWA - Italie/Déplacement de  
Mme Nathalie Loiseau et Mme  
Brune Poirson à Milan et Parme -  
Syrie/Septième année de guerre -  
Royaume-Uni  
(Paris, 15 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian à Rome - Conférence " Rome II " et réunion ministérielle de l'UNRWA (15 mars 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, est aujourd'hui à Rome pour participer à la conférence ministérielle de soutien de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi qu'à la conférence de Rome II, en soutien aux forces de sécurité libanaises.

1. Conférence ministérielle de l'UNRWA

M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera l'appui constant de la France à l'UNRWA et annoncera des mesures de soutien financier. Il soulignera l'importance des réformes conduites par le commissaire général de l'office, M. Pierre Krähenbühl, qu'il a reçu à Paris le 7 mars, et appellera l'ensemble de la communauté internationale à se mobiliser pour permettre à l'UNRWA de continuer à mener à bien ses missions au service des réfugiés palestiniens.

M. Le Drian marquera, par ailleurs, la nécessité de parvenir à un règlement définitif du conflit israélo-palestinien fondé sur la solution à deux Etats, qui passe aussi par la recherche d'une solution juste et durable à la question des réfugiés. Il réaffirmera la détermination de la France à prendre toute sa part dans les efforts nécessaires pour relancer le processus de paix.

Organisée à l'initiative de la Suède, de l'Egypte et de la Jordanie, cette conférence a pour but de réaffirmer le soutien de la communauté internationale à l'UNRWA, qui apporte une aide indispensable à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens. Elle doit permettre, en particulier, d'apporter des solutions aux difficultés financières auxquelles l'office est confronté, afin d'assurer la pérennité de ses programmes.

## 2. Conférence "Rome II"

La réunion du Groupe international de soutien au Liban du 8 décembre 2017 avait réaffirmé l'attachement unanime de la communauté internationale à la stabilité et à la souveraineté du pays. À cette occasion, trois conférences ministérielles de soutien à l'Etat libanais et à ses institutions avaient été annoncées pour l'année 2018.

La première de ces conférences se déroule aujourd'hui à Rome. Organisée par l'Italie, elle offrira l'occasion à la communauté internationale de renforcer son soutien à l'armée libanaise et aux forces de sécurité intérieure du pays, sur la base des besoins qu'elles présenteront. Le renforcement de ces institutions, piliers de l'Etat libanais, constitue un enjeu sécuritaire majeur pour le Liban, dont la stabilité est essentielle pour le Proche et le Moyen-Orient, ainsi que pour l'Europe.

M. Jean-Yves Le Drian annoncera lors de cette conférence une contribution française à la hauteur de cet enjeu et de la coopération ancienne et étroite que nous entretenons avec le Liban. La France est un des principaux partenaires de l'armée libanaise et des forces de sécurité intérieure, en particulier dans la lutte contre le terrorisme. Elle est également engagée pour la sécurité du pays dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dont elle est l'un des premiers contributeurs avec 664 militaires français déployés. Au sein de la Force, la France appuie l'armée libanaise dans le renforcement de sa présence au sud du pays, nécessaire pour permettre au gouvernement libanais d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire.

La France est également déterminée à contribuer à la stabilité du Liban en appuyant son développement économique. C'est à ce titre qu'elle organisera le 6 avril à Paris la Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises (CEDRE). Elle participera enfin à la conférence humanitaire de Bruxelles II, qui clôturera le cycle des trois conférences de soutien au Liban pour l'année 2018.

2 - Italie - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau et Mme Brune Poirson à Milan et Parme (15 et 16 mars 2018)

Alors que plusieurs crises et controverses dans le domaine de la sécurité alimentaire ont pu ébranler la confiance des Français dans le système européen d'évaluation et de gestion des risques sanitaires liés aux aliments, le gouvernement - dans le prolongement des engagements du président de la République dans son discours de la Sorbonne - veut tirer les conclusions des récents débats sur les substances telles que le glyphosate.

Dans une approche conjointe, Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes et Mme Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et solidaire, se rendront, vendredi 16 mars, à Parme, pour rencontrer l'équipe dirigeante de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) afin d'examiner les moyens d'améliorer l'indépendance et la transparence des évaluations européennes des

substances chimiques.

Mmes Nathalie Loiseau et Brune Poirson seront accompagnées par les députés Sabine Thillaye, présidente de la commission des affaires européennes à l'Assemblée nationale, Pierre-Alexandre Anglade, Bruno Bonnell et Elisabeth Toutut-Picard.

À l'invitation du président de l'université, M. Mario Monti, Mme Nathalie Loiseau interviendra à l'université Bocconi à Milan, sur la refondation de l'Europe.

### 3 - Syrie - Septième année de guerre (15 mars 2018)

Nous condamnons la poursuite des combats dans la Ghouta, menés en violation claire de la résolution 2401 du Conseil de sécurité, qui exige de toutes les parties au conflit et sur tout le territoire une cessation immédiate des hostilités, un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave et des évacuations médicales qui assurent la sécurité des patients et de leur famille. Les civils et les infrastructures civiles continuent d'être délibérément visés au mépris du droit international humanitaire.

Ces combats marquent, dans l'effroi, le septième anniversaire de la révolution syrienne. Depuis 2011, la répression engagée par le régime a provoqué la mort de près d'un demi-million de personnes, poussé sur les voies de l'exil 5,4 millions de Syriens et entraîné des destructions majeures.

La France n'a cessé d'agir pour trouver une solution politique à la crise syrienne, sous l'égide des Nations unies, seule à même de mettre fin au conflit. Elle continue de travailler avec ses partenaires et au sein des enceintes internationales, en particulier les Nations unies, pour mettre fin aux souffrances du peuple syrien, faciliter son accès à l'aide humanitaire et créer l'environnement permettant la mise en place d'un processus politique crédible sous l'égide de l'ONU et conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

### 4 - Royaume-Uni

Q - M. Le Drian a dit hier soir que la France va coordonner sa réponse avec la Grande-Bretagne suite à l'empoisonnement de l'ex-espion russe. Quelles mesures envisagez-vous ? Et que répondez-vous aux critiques outre-Manche selon lesquelles la réaction française a été plus timide et moins engagée que celles des autres alliés du Royaume-Uni ?

R - Je vous renvoie à ce sujet aux déclarations du président de la République et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères ainsi qu'à la déclaration qui vient d'être publiée conjointement par la France, les Etats-Unis, et l'Allemagne avec leur allié britannique.

Nous continuerons à avoir des contacts étroits avec le Royaume-Uni dans les jours qui

viennent./.